



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPIÉE AUX DÉBATS DU CDFN D'AVRIL 2026

# Face à l'extrême droite et aux libéraux ...

## REDONNER ESPOIR !

Le contexte international actuel profondément instable est marqué par la poursuite des logiques impérialistes de puissance et de domination. Le trumpisme poursuit sa remise en cause du droit international matinée d'une logique brutale de dérégulation et de nationalisme agressif, contribuant ainsi à un monde plus dangereux et où les rapports de force priment sur le droit des peuples.

La coalition de Netanyahu et de Trump pour s'attaquer à l'Iran et au Liban en est une illustration. Elle plonge des régions entières dans le chaos, et entraîne des conséquences dramatiques pour les populations : déplacements massifs, pertes humaines et destructions des infrastructures, mais aussi pollutions aux produits chimiques et métaux lourds qui affectent toute la chaîne du vivant. À ces tragédies humaines et destructions environnementales s'ajoutent des répercussions économiques avec la hausse déjà visible du coût des énergies, hausse qui frappe plus durement les classes populaires,

accentue les inégalités et aggrave les crises sociales.

Cette guerre au Moyen-Orient s'ajoute à celle qui se poursuit en Ukraine, à l'intervention étatsunienne au Venezuela et aux menaces contre Cuba et le Groenland.

Face à cela, il est urgent de remettre au premier plan nos revendications pour la paix, pour la solidarité internationale et la construction d'un autre modèle fondé sur la justice sociale et écologique. Pas de paix durable en effet sans réduction des inégalités, ni de justice sociale sans bifurcation écologique. Les logiques de prédation des ressources, de concurrence et de destruction environnementale alimentent les conflits. Rompre avec ce modèle d'un capitalisme prédateur est une nécessité absolue.

En France, les élections municipales ont confirmé une dynamique inquiétante avec un enracinement du Rassemblement national et de ses affidés et une radicalisation assumée d'une partie de la droite dont certain-es

membres appellent à créer une union avec l'extrême droite en vue des prochaines échéances électorales. La minute de silence à l'Assemblée nationale pour un néo-fasciste en même temps que l'invisibilisation des victimes de l'extrême droite est révélatrice de la pression de l'extrême droite dans une narration reprise par toute une partie de la classe médiatique et politique. La loi d'urgence agricole en préparation en témoigne également. D'autre part, la gauche apparaît profondément divisée à l'issue de ces élections. Cette division est d'autant plus grave qu'elle s'accompagne d'une stratégie de diabolisation, notamment à l'encontre de la France insoumise, qui affaiblit l'ensemble de notre camp social et politique. Alors que la population exprime des aspirations fortes à plus de justice sociale, plus d'égalité, à une véritable prise en compte de l'urgence écologique et des services publics renforcés, toute stratégie de division est irresponsable. Elle ouvre un boulevard aux forces réactionnaires et détourne la gauche de ce qui devrait être son objectif central : offrir une alternative crédible avec un véritable programme en rupture avec les politiques libérales à l'œuvre depuis des années qui ont produit les inégalités actuelles et nourri la défiance démocratique.

La FSU, nationalement et localement, doit prendre toute sa place dans la construction d'alternatives, notamment avec l'interpellation des partis de gauche.

Notre rôle de syndicat de transformation sociale est d'affirmer sans relâche le danger de la division face au péril fasciste, tout en continuant de mettre en avant nos revendications propres et dans les cadres les plus larges possibles.

Comme, par exemple, exiger des moyens massifs pour les services publics et pour leurs

agent-es, un investissement à la hauteur des besoins pour l'école, et que les enjeux écologiques cessent d'être des variables d'ajustement, voire niés ou présentés comme la cause des difficultés.

Ce double travail de conviction doit être le moteur de mobilisations larges. La campagne engagée contre le budget 2026 et notamment la réduction des moyens d'enseignement dans les écoles et établissements doit se poursuivre et s'amplifier. La date de grève nationale du 31 mars doit être une étape d'un plan d'action à plus long terme pour populariser nos solutions : la baisse démographique est une occasion de faire baisser significativement les effectifs de toutes les classes, de recréer des moyens de remplacement... Ce plan d'actions doit pouvoir se poursuivre d'ici la fin de l'année scolaire et reprendre en septembre dans un cadre unitaire large, en associant les parents d'élèves, les élu-es... afin de mettre le ministre devant ses responsabilités de fossoyeur du service public d'éducation. Ce positionnement combattif est nécessaire pour mettre en lumière nos revendications permettant une autre école démocratique et émancipatrice, permettant de poser que d'autres choix sont possibles. Il sera aussi décisif dans la perspective des élections professionnelles de décembre 2026 car, en étant présent-es dans les luttes, en portant des revendications claires, en construisant des mobilisations larges... nous renforcerons notre légitimité et notre influence. En étant déterminé-es à continuer de construire un syndicalisme féministe, écologiste et démocratique nous répondrons également aux aspirations des personnels.

**Plus que jamais, nous devons faire vivre un syndicalisme offensif-qui veut transformer radicalement la société. Indispensable pour que le pire ne soit pas notre horizon au printemps 2027.**